



Commune
de
Maussane-les-Alpilles

DÉCISION 2022/030

AR Prefecture

013-211300587-20220401-DEC2022030-AR
Reçu le 05/04/2022
Publié le 05/04/2022

FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN PIGEONNIER CONTRACEPTIF ET MAINTENANCE ANNUELLE

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MAUSSANE LES ALPILLES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23 ;

Vu la délibération n° 2020/06/04/35 du Conseil municipal en sa séance du 4 juin 2020 donnant délégations au Maire d'un certain nombre de ses compétences, notamment l'alinéa 4 ;

Considérant le dispositif inédit d'un pigeonnier dit « contraceptif » comme solution retenue en vue de remédier efficacement au développement incontrôlé de la population de pigeons sauvages dans la zone urbanisée de Maussane les Alpilles.

Considérant l'offre obtenue auprès de la société SOGEPI SERVIBOIS - 4, ZA la Liberge - 72 610 BERUS répondant exactement au besoin formulé.

DÉCIDE

En exécution des pouvoirs délégués susvisés,

Article 1er : L'offre formulée par la société SOGEPI SERVIBOIS précitée à la fois pour la fourniture et l'installation d'un pigeonnier (scellement compris de l'ancrage au sol) est acceptée pour un montant arrêté à DOUZE MILLE TROIS CENT ONZE EUROS ET TRENTÉ CENTIMES HORS TAXES (12 311.30€ HT).

En complément, le titulaire est retenu pour effectuer la maintenance de cet équipement (comprenant la gestion, l'entretien, le nettoyage, la désinfection, les soins vétérinaires aux pigeons, la régulation des naissances et l'enlèvement des oiseaux prélevés) sur une période de 4 ans à compter de l'installation du pigeonnier, pour un montant annuel arrêté à QUATRE MILLE QUARANTE EUROS ET SOIXANTE SEIZE CENTIMES HORS TAXES (4040.76€ HT).

Article 2 : Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'une information lors du prochain Conseil Municipal.

Article 3 : La présente décision sera inscrite au registre des actes de la Mairie et ampliation en sera adressée à Monsieur le Receveur Municipal.

Article 4 : Le Directeur Général des Services et le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Délai et voie de recours : la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Tél. 04 90 54 30 06 - Fax 04 90 54 36 45 - E-mail : mairie-maussane-les-alpilles@wanadoo.fr

Article 5 : Monsieur le Maire de Maussane les Alpilles certifie le caractère exécutoire de cette décision par sa publication et par sa transmission pour contrôle de légalité à la sous-préfecture d'Arles le : 05 avril 2022

Fait à Maussane les Alpilles, le 1^{er} avril 2022

Le Maire, Jean-Christophe CARRÉ

013-211300587-20220401-DEC2022030-AR
Reçu le 05/04/2022
Publié le 05/04/2022

01 AVR. 2022



Le Maire,